

A Port-Leucate, Philippe Poutou (NPA) juge que « la seule action positive d'Hollande est le mariage pour tous »

mardi 3 septembre 2013, par [PASERO Jennifer](#), [POUTOU Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2013).

Depuis dimanche et jusqu'à mercredi, le Nouveau parti anticapitaliste tient son université d'été à Port-Leucate. Rencontre avec Philippe Poutou, une des figures du mouvement.

Jennifer Paserio - Quels sont les principaux thèmes abordés lors de cette université d'été ?

Philippe Poutou - Nous allons débattre de nombreux thèmes jusqu'à mercredi. Et tout d'abord, de l'enjeu de la bataille des retraites et de la question du travail socialisé. Nous rejetons la réforme des retraites, qui est la suite de ce qu'a fait Sarkozy. Nous sommes pour un retour à ce que c'était avant (la retraite pour tous à 60 ans), même si cela ne veut pas dire que c'était satisfaisant. Il y a aujourd'hui de plus en plus de chômeurs, et pour enrayer cette tendance à l'accumulation des richesses d'un côté, et la pauvreté de l'autre, il faut une répartition du travail et une baisse du temps de travail afin que tout le monde puisse avoir un emploi. Nous parlerons aussi beaucoup de l'internationalisme en affirmant notre solidarité avec la lutte des autres peuples.

Le NPA soutiendrait-il une éventuelle intervention en Syrie ?

Nous n'avons aucune confiance dans ces interventions impérialistes. Le problème est de savoir : quelle intervention ? Si c'est pour faire comme en Afghanistan ou au Mali, c'est pas la peine. Une solidarité entre les peuples devrait se traduire par le fait de donner les moyens aux peuples de se défendre.

Quelle est la situation actuelle du NPA ?

On a vécu trois années difficiles avec des désaccords au sein du parti et une perte importante de militants (moitié moins depuis sa création). Aujourd'hui, le nombre d'adhérents s'est stabilisé et il est sensiblement identique à l'an dernier. Mais, s'il y a un problème interne en lien avec ce qu'on ne sait pas faire, ou qu'on fait mal, il y a aussi le contexte social. On fait partie de ces gens qui souffrent de la crise. Et c'est difficile de construire une organisation militante. Les gens n'y croient pas et cet affaiblissement du mouvement social coûte cher à notre parti mais aussi à d'autres. Le mouvement social est à reconstruire, il faut qu'il retrouve un certain dynamisme qui permettrait de relancer les équipes militantes.

Justement, en 2014, il y a des échéances électorales importantes (municipales, européennes). Comment le NPA les appréhende ?

Nous ferons en sorte d'être le plus présent possible aux élections municipales. Mais c'est toujours

compliqué pour nous, d'une part de réunir les moyens financiers nécessaires à la campagne, mais aussi parce qu'on n'a pas la force militante nécessaire pour être présent partout. Et en ce qui concerne les Européennes, l'aspect financier est un vrai problème. Il faut un million d'euros pour financer le matériel minimum pour faire campagne. On lance d'ailleurs un appel aux dons.

Envisagez-vous des alliances pour ces élections ?

Nous avons des accords avec le front de gauche, mais nous avons aussi des points de divergence. Notre bataille est une bataille anti-austérité, nous souhaitons construire une force politique en rupture avec la politique libérale du PS. Pour les municipales, une éventuelle alliance avec le parti de gauche est en discussion dans pas mal d'endroits.

Quel est votre point de vue sur la première année de mandat du PS au pouvoir ?

On n'attendait pas grand-chose. On n'est ni déçu, ni surpris, ce gouvernement est dans l'exacte continuité de Sarkozy. C'est la même façon de parler, les mêmes arguments, c'est terrible ! La seule action positive est la légalisation du mariage pour tous. Pour le reste, le bilan est catastrophique maintenant et il le sera par la suite. Ce gouvernement efface l'idée que les choses peuvent changer et renforce la démoralisation. L'arrivée de cette gauche prépare au retour de la droite et pire de l'extrême droite. Il faut une autre solution, celle de la bataille sociale dans la rue. Il n'y a aucun espoir qu'Hollande fasse une politique de gauche. L'issue est ailleurs : il faut que le peuple de gauche se dise « On va s'occuper de nos affaires ».

Recueilli par Jennifer Pasero

P.-S.

* L'indépendant, le 27 août 2013 à 6h00.